

# À l'unisson pour nos régions





**Laurence DUMONT** secrétaire nationale à la Formation  
**Emmanuel MAUREL** secrétaire national aux Universités Permanentes et d'Été

vous invitent à débattre avec : **Michel DEBOUT**  
 Psychiatre, Professeur de médecine légale et de droit de la santé,  
 Président de l'Union Nationale pour la prévention du suicide

autour de son ouvrage :  
**« Tout doit disparaître ; travail et souffrances psychologiques »**  
 Éditions Narratives 2009

*Inscription obligatoire auprès de Christine,  
 E-mail : formation@parti-socialiste.fr / Tél. : 01 45 56 76 13*

**Mercredi 18 novembre 2009**  
 de 18h 30 à 20h 30 au siège du Parti socialiste  
 10, rue de Solferino - 75007 PARIS  
 Salle : Marie -Thérèse EYQUEM

## agenda du parti

### TOUR DE FRANCE DU PROJET

**Mercredi 21 octobre**  
 à Grenoble (Isère)

**Jeudi 5 novembre**  
 à Tourcoing (Nord)

**Mercredi 18 novembre**  
 à Nancy (Meurthe-et-Moselle)

**Mercredi 25 novembre**  
 à La Seyne-sur-Mer (Var)

**Mercredi 2 décembre**  
 à Rennes (Ille-et-Vilaine)



### Annuaire des Elus Socialistes et Républicains - Bon de commande Annuaire

L'Annuaire des Elus Socialistes et Républicains est une publication de Communes de France  
 8 bis, rue de Solferino 75007 PARIS — Tél : 01.42.81.41.36 — Fax : 01.48.74.00.78



L'Annuaire des Elus Socialistes et Républicains est édité en deux volumes. Le volume I regroupe l'ensemble des Mairies à majorité socialiste et républicaine (PS, PRG, MDC). Pour les communes de - de 3500 habitants, il indique le nom du maire et les contacts téléphonique et mails. Pour les communes de + de 3500 habitants il indique en plus les noms des adjoints avec leur délégation, le nom du Directeur de Cabinet ainsi que le nom du Directeur Général des services et du Directeur de la communication. Pour les communes minoritaire de + de 3500 habitants il indique le nom du président du groupe socialiste. Le volume II regroupe les Communautés de Communes, les Conseils Généraux et Régionaux. Pour les conseils à majorité socialiste et républicaine, il indique les coordonnées du conseil, les noms du président et vice-présidents ainsi que le nom du Directeur de Cabinet, du Directeur Général des services et du Directeur de la communication. Le volume II propose aussi les noms, contacts et circonscriptions des députés, les noms, contacts et départements des sénateurs et les noms des députés européens. En option, vous pouvez bénéficier de la consultation des données via un accès personnalisé sur notre portail internet.



Deux volumes sous boîtier  
 au format 240 x 165 mm  
 en quadrichromie.

### Bon de commande Annuaire des Elus Socialistes et Républicains

Ville de : \_\_\_\_\_

Nom du donneur d'ordre : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

commande le nouvel annuaire des élus socialistes et républicains  
 au prix de **90 € TTC** et pour 20 euros de plus, bénéfice de la consultation  
 des données via un accès personnalisé sur notre portail internet.

Soit :  exemplaire(s) x **90 € TTC** =  € TTC

+  Consultation via internet **20 € TTC** =  € TTC

Soit un total de :  € TTC

A : \_\_\_\_\_

Signature et cachet : \_\_\_\_\_

à retourner accompagné de votre règlement (chèque ou mandat administratif) à :  
 Communes de France - 8 bis, rue de Solferino - 75007 PARIS.

### ■ Mehdi Ouraoui a été nommé secrétaire national adjoint à la Coordination auprès d'Harlem Désir.

### L'hebdo des socialistes • 10, rue de Solferino 75333 Paris Cedex 07 • Tél. : 01 45 56 78 61 • Fax : 01 45 56 78 83

- (Pour obtenir vos correspondants, composez d'abord le 01 45 56 ou écrivez à : [redaction@parti-socialiste.fr](mailto:redaction@parti-socialiste.fr)) DIRECTRICE DE LA PUBLICATION : Laurence Girard  
 • DIRECTEUR DE LA RÉDACTION : Benoît Hamon • RÉDACTRICE EN CHEF : Ariane Gil (78.61) • RÉDACTION : Bruno Tranchant (77.33), Damien Ranger (76.37), Ariane Vincent (76.20), Fanny Costes (76.32). • Secrétaire de rédaction : Stéphanie Platat (76.27) • MAQUETTE : Florence Rousselot (79.44) et Florent Chagnon (77.16)  
 • PHOTO : Philippe Grangeaud (76.00) • Secrétariat : Odile Fée (78.61) • COMPTABILITÉ : Michèle Boucher (79.04) • ABONNEMENT : Sabine Sebah (78.57)  
 • FLASHAGE ET IMPRESSION : PGE (94) Saint-Mandé • Routage : Inter Routage - 93300 Aubervilliers. N° commission paritaire : 0109 P 11 223)  
 • ISSN : 12786772 "L'hebdo des socialistes" est édité par Solfe Communications. Ce numéro a été tiré à 205 000 exemplaires.

# La France a besoin de Régions de Gauche



**François Lamy**

Directeur de la campagne des régionales.

3

**L**es Français aiment nos Régions car elles sont utiles et efficaces. Face à l'agitation permanente de Nicolas Sarkozy qui tente de masquer son inefficacité, les Régions apportent de vraies solutions aux problèmes de nos concitoyens. Les prochaines élections régionales seront décisives pour notre pays. Plus que jamais nous avons besoin de nos Régions. Car, en ces temps de crise, elles protègent les Français et préparent l'avenir. Et sans la gauche demain les Régions seront des accélérateurs de la politique de régression sociale et économique du gouvernement.

Protéger les Français et préparer l'avenir c'est agir concrètement pour répondre à leurs besoins. Les Régions n'ont pas souvent les honneurs des zoh mais, au contraire du président de la République, elles agissent concrètement. Face à la crise, pas de déclarations tapageuses mais plus de 55 milliards d'euros consacrés à la relance. C'est plus de deux fois le montant mis par l'Etat ! Pourtant, malgré leurs actions saluées par le Français, elles sont menacées. Nicolas Sarkozy et le gouvernement veulent les réduire économiquement et politiquement. Peu importe à ses yeux si elles sont utiles.

Nicolas Sarkozy veut réduire économiquement les Régions. Alors que le gouvernement explose tous les records en affichant cette année 140 milliards d'euros de dette : il veut profiter de la bonne gestion des collectivités territoriales pour se renflouer sur leur dos. Les collectivités territoriales réalisent en effet 73% des investissements publics mais ne contribuent qu'à 10% de la dette publique. Le gouvernement profite de cette bonne gestion pour se décharger sur elles de certaines de ses obligations sans transférer les ressources correspondantes. C'est une manière indirecte de se délester d'une partie de la dette. Après s'être déchargé de ses obligations sur le dos des collectivités sans leur transférer les ressources correspondantes, il voudrait encore leur faire porter le chapeau de sa mauvaise gestion !

Nicolas Sarkozy veut aussi réduire politiquement les Régions au travers de la réforme territoriale. Elle n'est pas un accident mais une étape de plus dans une dérive personnelle du pouvoir. Pour certains, l'hyperprésidence prêtait à sourire, mais aujourd'hui il n'y a plus de place pour l'indulgence : dans sa soif de tout contrôler, Nicolas Sarkozy ne se contrôle plus.

Les prochaines élections régionales permettront donc également d'envoyer un message clair à Nicolas Sarkozy et à son gouvernement : nous avons besoin des Régions car elles protègent les Français et préparent leur avenir ; nous avons besoin d'elles car la politique que vous menez aujourd'hui ne va pas dans la bonne direction. Ce qui se joue en mars prochain, ce n'est pas simplement une élection locale. C'est l'avenir de notre pays. L'enjeu des prochaines élections régionales est majeur : nous pouvons, nous devons les gagner.

## ■ sommaire

### Tour de France du projet

Étape à Cachan p.6

**Actualités France** p.7 à 9

Le plan jeune au scalpel

La défense du service public s'organise

**Convention nationale** p.10 à 17

L'union autour des têtes de liste

**Régionales** p.18 à 25

Focus sur la Bourgogne et la Basse-Normandie

**Le chiffre**

10

**Il y a tout juste dix ans, la gauche faisait voter le Pacs au Parlement. « Les années et les chiffres ont prouvé l'absurdité de chacun des arguments brandis par la droite pendant le débat parlementaire. Le Pacs n'est pas un statut réservé aux homosexuels, explique Gilles Bon-Maury, président d'Homosexualité et socialisme. Aujourd'hui, 17 Pacs sur 18 sont signés par un homme et une femme. Le Pacs a renouvelé les dispositions permettant de protéger un couple et de le reconnaître. Il a conduit à une plus grande visibilité et une meilleure acceptation de la diversité des couples et des orientations sexuelles. En 1999, la France montrait le chemin de l'égalité des droits. Aujourd'hui, en réservant le mariage aux hétérosexuels, la France est à la traîne ».**

**Santé****Non au budget 2010 !**

Le Bureau national du PS a qualifié « d'injuste et de dangereux » le Projet de loi de finance de la sécurité sociale 2010. Dans un pays où plus de 40% de la population renoncent aux soins, ou les reportent, le gouvernement s'apprête à accélérer son désengagement en matière de santé, et donc à accroître un peu plus l'injustice sociale. » Face à cette situation, le PS appelle à mettre fin aux niches sociales (stock-options, retraites chapeaux – 5 milliards d'euros), à réexaminer les exonérations existantes de cotisations sociales (heures supplémentaires, bas salaires – plus de 30 milliards d'euros) et à opérer une refonte globale des prélèvements sociaux conforme aux exigences d'efficacité, de justice et de progressivité ».

**Ariane Vincent****Nomination  
Bienvenue à  
Népotland !**

4

Le Parti socialiste dénonce avec force le projet de nomination de Jean Sarkozy à la tête de l'ÉPAD, l'Établissement public d'aménagement de La Défense, preuve du népotisme de la France du Président Sarkozy. Au-delà des doutes sur les capacités d'un élu inexpérimenté à gérer un des plus gros établissements d'aménagement d'Europe, cette nomination prochaine relève du fait du prince, inadmissible en démocratie, et traduit l'extension de la mainmise du clan présidentiel sur l'Île-de-France.

**Immigration  
Besson persiste et  
signe**

Le ministre de l'Immigration et de l'Intégration a réaffirmé son projet d'expulsion des réfugiés afghans. Afin d'éviter les mobili-

sations, le ministre est même prêt à faire partir ces charters en catimini, de bases aériennes militaires. Éric Besson bafoue les principes du droit d'asile en ne permettant pas à ces réfugiés de déposer une demande dans de bonnes conditions et en les renvoyant dans un pays où leur sécurité n'est pas assurée.

**Redécoupage  
Le « tripatouillage »**

Alors que l'Assemblée nationale examine le texte validant le projet gouvernemental de redécoupage électoral, Martine Aubry a dénoncé le 12 octobre, « un tripatouillage. Une organisation territoriale pour faire gagner la droite » : « L'objectif est clair: récupérer une plus grande chance d'être majoritaire au Parlement. On crée 33 circonscriptions, il y en a 24 qui sont favorables à la droite. On supprime 33 circonscriptions, il y en a 23 de gauche, ça résume tout, a expliqué la Première secrétaire avant d'ajouter, une voix de gauche n'aura plus le même poids qu'une voix de droite, puisqu'il faudra pour la gauche avoir 51,3% des suffrages pour être majoritaire à l'Assemblée nationale ».



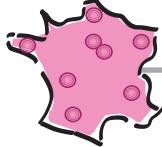


AFP / Jim Wilson

**L'image de la semaine** Martine Aubry, au nom du Parti socialiste, s'est réjouie de l'attribution du Prix Nobel de la Paix à Barack Obama et lui adresse ses chaleureuses félicitations :

*« Avec audace, force et courage, Barack Obama est parvenu à créer un nouveau climat dans les relations politiques internationales.*

*En tournant le dos à la politique de George Bush et son horrible choc des civilisations, en défendant une approche multilatérale des relations internationales, en menant le difficile combat pour les droits de l'homme partout dans le monde, en s'engageant dans le processus de paix israélo-palestinien et en pesant de tout son poids pour le désarmement nucléaire, Barack Obama oeuvre de manière déterminante pour la construction d'une paix durable dans le monde. »*



# Tour de France du projet : la banlieue concernée

**Après Angoulême et Auch, la Première secrétaire était à Cachan, dans le Val-de-Marne, le 9 octobre dernier, dans le cadre du processus de rénovation qu'elle appelle de ses vœux. Histoire, surtout, de construire un socle pour l'avenir.**

**6** Ouvrir grand les portes et fenêtres. Martine Aubry poursuit son périple à la rencontre des Français. Avec l'ambition de lancer la refondation idéologique du Parti et de réaffirmer haut et fort son intention d'élaborer un projet, en phase avec les attentes citoyennes. Après une immersion à Angoulême et Auch, direction Cachan, le 9 octobre, sur les terres val-de-marnaises de Jean-Yves Le Bouillonnec, député-maire du cru, à la rencontre des « innovateurs du quotidien » pour imaginer les contours de la société de demain.

## Changer notre modèle de société

Ici, pas de supporteurs. Lycéens, fonctionnaires, cadres et demandeurs d'emploi sont venus présenter leurs doléances à la patronne socialiste. Immigration, insertion, éducation, politique de la ville... Les réflexions fusent. Calepin à la main, la Première secrétaire écoute, prend des notes, répond du tac au tac. Jonathan, jeune créateur d'entreprise de 29 ans, doute de la capacité des politiques à contenir les effets de la crise. Sandra, lycéenne à Maximilien Sorre à Cachan, s'inquiète des sureffectifs scolaires. Pascal, travailleur indépendant et visiteur de prison, pointe, pour sa part, les conditions d'encellulement. Il fustige, au détour d'une phrase, l'état de la justice française.

## Vivre ensemble

Jérôme, responsable d'une entreprise de travaux publics, espère retrouver le modèle fran-



çais républicain et laïc durement éprouvé par les attaques élyséennes, tandis que Catherine attend des réponses concrètes en faveur des victimes de la crise. « Notre société marche sur la tête, elle est incapable de penser l'avenir, concède Martine Aubry. Raison de plus pour remettre l'économie réelle à l'honneur et donner du sens aux valeurs qui nous sont propres ».

À l'autre bout de la salle, Nadia guette des réponses sur l'environnement et l'immigration, « un message fort qui parle aux gens, clair pour tous ». Karim, responsable associatif, invite, de son côté, le Parti à se pencher sur la question de la diversité et des discriminations. « Liberté et égalité sont indissociables, martèle la chef de file socialiste. La culture, c'est d'abord savoir où l'on est et d'où l'on vient. Partager des émotions, c'est s'ouvrir aux autres. Nous voulons une société qui ait du sens, où l'on s'accepte dans ses différences, en créant du vivre ensemble ».

**Bruno Tranchant**

# « La droite ne comprend pas les jeunes »



**Le gouvernement et Nicolas Sarkozy accumulent les déclarations et les mesures en direction des jeunes. Pour Antoine Détourné, président du MJS, ce « bling-bling scolaire » masque mal les échecs de la droite depuis 2007.**

**Des cagnottes pour lutter contre l'absentéisme scolaire, la mesure soutenue par Martin Hirsch vous semble-t-elle aller dans le bon sens ?**

On ne va pas à l'école pour gagner de l'argent ou être récompensé par des voyages scolaires. Ce sera quoi demain ? On proposera du rab' de frites à la cantine ? L'éducation est une fin en soi, c'est même une conception du progrès qui passe par l'émancipation, la construction d'un esprit critique et pas par le gain matériel. La droite montre combien elle est dépassée et ne comprend pas les jeunes aujourd'hui. En mettant en œuvre des mesures spectacle, elle essaye de dissimuler l'échec de sa politique : sa vision de l'école est qu'elle sert à occuper les jeunes, non à favoriser leur réussite.

**Nicolas Sarkozy parle d'entendre le RSA aux jeunes ayant travaillé deux ans au cours des trois dernières années...**

Ce deuxième plan jeunes en l'espace de six mois masque

très mal le vaste plan anti-jeunes qui a cours depuis 2007, et ne répond à aucune des inquiétudes sur l'accès au logement et à l'emploi. Avec l'extension du RSA, qui ne touchera que 160 000 jeunes, il tente de cacher les 400 000 autres aujourd'hui inscrits à Pôle emploi, et qui ne sont pas indemnisés. Leur seul recours pour vivre est de faire appel à une solidarité familiale inégalitaire et arbitraire.

**Que proposent les socialistes ?**

Une allocation d'autonomie d'abord, première étage d'une sécurité sociale professionnelle qui donnerait aux jeunes les moyens de vivre et de se former. Mais il faut aussi faire en sorte qu'aucun jeune ne sorte du système éducatif sans une proposition d'emploi dans le privé ou le public. Le PS propose donc de créer 120 000 à 150 000 emplois sur le modèle des emplois-jeunes, dans les secteurs porteurs de l'environnement ou des nouveaux services. ■

## Sur le net

**Ma vie de jeune...**



**« Étudiante en droit de 21 ans, je suis boursière échelon 1n alors que je vis seule et que je n'ai que ma mère pour m'aider. Depuis trois semaines je ne mange plus le midi car je suis à -300 euros sur mon compte... »**

**Ce témoignage a été posté sur le nouveau site lancé par le MJS : <http://viedejeunes.jeunes-socialistes.fr>.**

**Le but de Vie de jeune est de recueillir les témoignages des jeunes. Le plus souvent, des « galères sociales quotidiennes » dont l'accumulation montre combien les difficultés des jeunes sont un problème politique.**

**Fanny Costes**

# « La droite doit entendre ces 2,3 millions de personnes »



**Fort du succès de la votation du 3 octobre sur le nouveau statut de La Poste, le PS a décidé de poursuivre le combat pour la défense du service public postal. Razzy Hammadi, secrétaire national chargé des services publics liste les engagements citoyens à venir pour se faire entendre du gouvernement.**

8

**L**e 3 octobre, plus 2,3 millions de citoyens ont exprimé dans le cadre d'une mobilisation sans précédent, leur attachement au service public postal ainsi que leur volonté d'être consultés sur le sujet. Cette mobilisation est le fruit d'une dynamique unitaire et citoyenne, mais elle est aussi la conséquence d'une mobilisation extraordinaire des socialistes sur l'ensemble du territoire. Maires convoqués devant les tribunaux administratifs, AG militantes, réunions citoyennes, mobilisation exceptionnelle de nos fédérations et de nos associations d'élus, les socialistes auront avec humilité, générosité et force participé grandement à la réussite de la votation. La droite y a répondu par le dédain et le mépris, quand ce n'était pas tout simplement l'insulte qui était convoquée afin d'expliquer que les Français étaient soit idiots soit manipulés en participant à

cette initiative. Fort de cette légitimité citoyenne, le combat contre la privatisation de La Poste et pour un référendum porté par un collectif de 62 organisations syndicales, politiques et associatives qui en assure la coordination, interpellait alors le président de la République afin de connaître sa position suite à la mobilisation du 3 octobre. Une semaine après, seul l'écho du silence insultant nous est parvenu.

Prenant acte du fait que la droite décidait définitivement le passage en force, nous décidons d'entretenir, d'intensifier et d'étendre la dynamique... Si l'attitude de la droite face au dialogue que nous exigeons est de pierre, qu'elle comprenne que notre volonté et notre détermination, elles, sont de fer.

L'ensemble du Parti socialiste aux côtés du collectif national s'engage dans une seconde phase de mobilisation qui de façon unitaire et toujours

aussi ouverte à l'ensemble des formes d'engagements se déclinera de la façon suivante :

- Interpellation sur l'ensemble des territoires des sénateurs qui examineront le projet de loi dès le 20 octobre en commission et se prononceront sur le sujet du 2 au 6 novembre 2009.

- Le Parti socialiste décide de lancer une campagne de carte-pétition à adresser au président de la République.

Cette carte postale, disponible, exigera :

- le respect de la votation du 3 octobre,
- le retrait du projet de loi de l'ordre du jour du Sénat et de l'Assemblée nationale,
- l'ouverture du débat public,
- la tenue d'un référendum sur l'avenir du service public postal.
- Le PS appelle ses fédérations et ses militants à faire du 31 octobre au 7 novembre une semaine de mobilisation



contre la privatisation, pour le développement du service public postal et l'organisation d'un référendum.

Le 31 octobre, le PS appelle à poursuivre les initiatives en cours et notamment à organiser des rassemblements devant les bureaux de Poste associant population, élus et postiers.

Le 2 novembre, le PS participera à un rassemblement devant le Sénat en présence notamment de représentants des comités locaux et d'élus. La droite et Nicolas Sarkozy ne peuvent continuer ainsi à humilier la parole de plus de 2,3 millions de personnes.

Le Parti socialiste exige un référendum sur l'avenir du service public postal, soyons des millions à l'obtenir.

**Razzy Hammadi**

Plus d'infos sur :  
[touchepasamaposte.com](http://touchepasamaposte.com)



**Michel Vauzelle**  
*Député des Bouches-du-Rhône*  
*Président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur*

## Point de vue

Les services publics sont l'expression concrète, dans la vie quotidienne des Français, des principes républicains d'égalité et de solidarité.

Les termes d'Éducation « Nationale », de Santé « Publique » sont exemplaires de ce qu'est le modèle de société que le peuple français a construit de siècle en siècle depuis la Révolution. Le modèle français de société est généreux. Aujourd'hui, il est déconstruit par le président de la République.

Nicolas Sarkozy nous impose de manière rude et systématique un autre type de société qui entraîne une régression sociale sans précédent pour la France. Admirateur du

modèle américain de Reagan et de Bush, il impose au pays une privatisation de l'État. Il renforce en France, au lieu de protéger notre pays des effets de la mondialisation financière, la loi de l'argent et des plus riches. Nous devons donc résister contre ce retour en arrière social. Nous devons être les acteurs du changement et du progrès en bâtissant une autre société fondée sur la morale, le respect de la personne et la solidarité.

C'est pour défendre ce modèle de société que je propose d'inscrire dans la Constitution une charte des services publics. Elle graverà dans la loi fondamentale de la République, pour tous les citoyens et en tout point du territoire, le droit à des services publics de qualité et de proximité. Elle fondera la pérennité de ce droit par la garantie constitutionnelle face aux dérives de gouvernements présents ou à venir qui pourraient être tentés de supprimer les services publics et de généraliser l'individualisme dévastateur de la cohésion nationale.

Nous pouvons exercer une pression sur Nicolas Sarkozy pour organiser un référendum d'initiative populaire sur cette question fondamentale. C'est pourquoi je vous invite à rejoindre le mouvement de mobilisation nationale sur [referendum-services-publics.fr](http://referendum-services-publics.fr).

**Michel Vauzelle**



# Journée régionales : Les nouvelles têtes penseuses

**Les élections régionales de mars 2010 concentrent des enjeux majeurs pour l'avenir des Français et de leurs territoires. À la tête de 20 régions depuis 2004, les socialistes ont démontré leurs capacités à investir et à innover quand l'État ne cessait de se désengager. Avec la crise, ils n'ont pas baissé les bras. Ils n'ont pas abandonné les PME, forces d'emploi et de croissance. Leur plan de relance cumulé atteint ainsi les 54 milliards d'euros, soit un montant deux fois supérieur à celui du gouvernement, rappelle Martine Aubry.**

**Le 10 octobre, à l'occasion de la convention nationale de ratification des têtes de liste socialistes aux régionales, élus et secrétaires nationaux du PS se sont réunis pour définir le message qui sera le leur lors de la campagne, dresser le bilan des mandats socialistes et parler d'avenir. Autour de trois ateliers consacrés aux services publics, à l'économie et aux finances, et au mieux-vivre durable dans les régions, ils ont appelé à mettre en avant cette échelle locale vecteur essentiel de bien-être.**

## PREMIERS DES SOCIALISTES



**D**'abord je voulais féliciter chacun des socialistes pour les résultats aux régionales. Nous avons maintenant une feuille de route avec la rénovation à mettre en place. Elle est maintenant irrémédiable, les militants ont choisi, en juin, ils auront à voter sur les changements de statuts. Nous menons un travail avec nos partenaires de gauche, il est évidemment essentiel que nous ayons ces débats sur le fond avant 2012 pour que les choses se passent bien dans cette campagne régionale. Nous avons aujourd'hui tous les éléments pour réussir. L'absence d'unité réelle pourrait nous mener à l'échec. Je ne parle pas des

### L'absence d'unité réelle pourrait nous mener à l'échec

discours, je parle d'unité sincère. Nous devons maintenant constituer le pacte des socialistes pour les régionales parce que, dans le fond, ce qui nous intéresse, ce n'est pas tant de garder le pouvoir que de savoir qu'aujourd'hui nos présidents de Régions, les équipes régionales, sont celles et ceux qui se battent d'abord pour sortir la France de la crise. Je vous rappelle que l'ensemble des collectivités territoriales, et vous imaginez le poids des socialistes et notamment des Régions socialistes en la matière, avaient réalisé un plan de relance de 54 Md€, soit plus du double du plan national organisé par le gouvernement.

## ALSACE



Jacques Bigot 87,31% élu  
Michel Schmitlin 12,69% battu

## AQUITAINE



Alain Rousset élu à 96,06%

## AUVERGNE



René Souchon élu à 96,06%

## BASSE NORMANDIE



Laurent Beauvais élu à 98,6%

PREMIERS DES SOCIALISTES

BOURGOGNE



François Patriat élu à 97,16%

BRETAGNE



Jean-Yves Le Drian  
élu à 98,56%

CENTRE



François Bonneau  
élu à 98,43%

CHAMPAGNE-ARDENNE



Jacques Meyer 67,88% élu  
Romain Nouar 31,47% battu

Nous voulons évidemment continuer à nous battre pour la sortie de crise, nous voulons continuer à porter une vision malgré cette réforme territoriale qui veut casser les Régions, en tournant le dos à la modernité. Car il n'y a pas de grand pays aujourd'hui sans de grandes Régions, de grandes métropoles pour porter le développement, l'avenir, la façon de vivre ensemble dans les villes au 21<sup>e</sup> siècle, sans des collectivités de proximité comme les communes et les départements pour prendre en charge les territoires et les habitants.

Il faut que l'esprit de la rénovation souffle sur nos listes, notamment en matière de diversité.

Mes chers camarades, il faut faire preuve d'intelligence collective. Nous devons préparer l'avenir, nous devons nous renouveler.

Nous voulons des listes aux couleurs de chaque Région, qui traduisent leur diversité. Ayons des listes aux couleurs de la Région qui est la nôtre ! Ce n'est pas uniquement les cultures, c'est aussi les catégories sociales qui doivent être représentées, c'est aussi les jeunes qui doivent être en responsabilité, parce que la

rénovation, c'est cela, c'est aussi le renouvellement générationnel. Je le dis clairement car je crois que c'est notre devoir, encore une fois, d'être à la hauteur et de montrer aux jeunes de France, qui souffrent tant aujourd'hui, que nous leur faisons confiance pour porter demain nos valeurs. Enfin, nous aurons à discuter de la stratégie électorale. Je rappelle que nous avons pris une position à l'unanimité moins une voix au Bureau national, sur les alliances : rassemblement de la gauche d'abord, ouverture aux démocrates et aux humanistes à condition que

ce soit dans la clarté : clarté du projet, clarté des alliances, et pas un coup à gauche, un coup à droite.

Le Parti doit être uni derrière nos présidents de Région. Nous préparons, avec Jean-Louis Bianco, un projet national qui présentera les positions et les propositions des socialistes pour les Régions. Chaque liste, dans chaque Région le complètera pour porter son projet. Tous unis, derrière nos présidents de Région, nos candidats, c'est le message de la matinée, et pour les mois qui viennent.

**Martine Aubry**

**Atelier 1**

# La Région au premier échelon économique

**Les régions socialistes ont été des acteurs essentiels de la relance alors que l'État se désengageait. Pour les socialistes, la campagne des régionales doit être l'occasion d'affirmer leur rôle de vecteur économique local.**

**O**utre la crise économique et sociale qui a durement frappé les entreprises et les populations, l'État n'a eu de cesse, ces cinq dernières années, de se désengager financièrement des régions, et parle aujourd'hui de supprimer la taxe professionnelle. Le 10 octobre, les socialistes ont donc entamé un travail de réflexion sur le bilan des Régions en matière économique et le rôle qu'elles devront jouer au cours de la prochaine mandature. Dans l'atelier, Yannick Vaugrenard, vice-président de la Région Pays de la Loire, Marie-Pierre de la Gontrie, vice-présidente de la Région Île-de-France,

Michel Sapin, secrétaire national chargé des Questions économiques, et Bernard Soulage, vice-président de la Région Rhône-Alpes chargé des Transports, ont partagé leurs expériences. « Les Régions ont été au travail, elles ont été efficaces et solidaires, rapporte Bernard Soulage. Tous les élus locaux savent que l'État met plus d'argent sur la com que sur le plan de relance, il n'y a qu'à regarder les panneaux sur les routes et sur les chantiers qu'il ne mène pas ». Dans le contexte de crise, il a fallu établir des priorités en se tournant vers les PME et l'artisanat, en mettant à disposition

**PREMIERS DES SOCIALISTES****CORSE**

**Emmanuelle de Gentili élue à 99,15%**

**FRANCHE-COMTÉ**

**Marie-Guite Dufay 92,49% élue  
Jean-Philippe Huelin 7,37% battu**

**HAUTE-NORMANDIE**

**Alain Le Vern élue 85,53%**

**ÎLE-DE-FRANCE**

**Jean-Paul Huchon 88,01% élue  
Kamal Mazouzi 11,91% battu**

PREMIERS DES SOCIALISTES

LANGUEDOC-ROUSSILLON



Didier Codorniou 66,14% élu  
Eric Andrieu 33,58% battu

LIMOUSIN



Jean-Paul Denanot  
élu à 99,05%

LORRAINE



Jean-Pierre Masseret  
élu à 92,88%



Martin Malvy élu à 97,72%



des fonds de garantie, en favorisant le retour à l'emploi via des expériences innovantes, en assurant la solidarité sur les territoires... Bref les Régions socialistes ont été réactives.

« Quels sont les axes de proposition que nous avons mis en évidence ?, interroge Bernard Soulage. Le soutien à l'activité économique, aux « micro initiatives » notamment, sera encore une priorité des régions après 2010 », estime Bernard Soulage. « C'est là que nous sommes les plus performants et qu'il y a le plus de réserves d'emplois ». Mais les Régions doivent aussi oser et construire l'économie de leurs territoires. « Les socialistes veulent agir directement pour la réindustrialisation des bassins forte-

ment atteints par la crise, insiste encore l'élu de Rhône-Alpes, y compris par des fonds de participation, par des prises de participation directe... » Et pour agir sur tous les fronts soutenir davantage le secteur de l'économie sociale et solidaire et accompagner les travailleurs vers une sécurité professionnelle. « La droite nous a fait ce très mauvais cadeau en 2004 de ne pas dire que les Régions allaient être vraiment le chef de file en matière économique. Elle l'a fait car c'était des régions de gauche. Il faut le dénoncer, car la loi a été changée après les résultats des élections pour nous enlever la compétence économique. »

## Atelier 2

# Territoires durables

**À l'échelle des territoires, en réel lien avec les populations, dans le respect des cultures locales, la politique régionale a tous les atouts pour mettre en œuvre un développement durable. Le bilan socialiste le prouve.**

« Cette révolution fondamentale que les Régions sont en train de mener aujourd'hui en mettant en place des politiques qui allient l'objectif de respect de l'environnement, la solidarité, l'émancipation, ces politiques actrices de cette révolution de pensée fondamentale, sont au cœur du projet socialiste depuis toujours. Aujourd'hui, construire des territoires durables, n'est ni plus, ni moins qu'une application de ce projet », estime Charlotte Brun, conseillère régionale d'Île-de-France et rapporteur de l'atelier « Mieux vivre, des territoires durables ». Car les

Régions n'ont pas attendu le Grenelle de l'environnement pour agir en faveur du développement durable. Toutes ont mis en place des agenda 21 ambitieux, des dispositifs en faveur de la protection de la biodiversité, pour aider les populations les plus en difficulté à faire des économies d'énergie, en développant des transports propres, en aidant à la reconversion bio des agriculteurs... Mais outre le nécessaire respect de l'environnement, les Régions socialistes ont agi pour la solidarité et l'émancipation des habitants en prenant en compte les spécificités de chaque terri-

## PREMIERS DES SOCIALISTES

## NORD-PAS-DE-CALAIS



Daniel Percheron  
élu à 95,42%

## PACA



Michel Vauzelle 95,08% élu  
Yannick Gast 3,91% battu

## PAYS-DE-LA-LOIRE



Jacques Auxiette élu à 99,75%

## PICARDIE



Claude Gewerc élu à 100%



PREMIERS DES SOCIALISTES

POITOU-CHARENTES



Sérgolène Royal 83,77% élu  
Marie-Christine Nicolas  
15% battu

RHÔNE-ALPES



Jean-Jack Queyranne  
élu à 85,32%

GUADELOUPE



Victorin Lurel élu à 99,41%

GUYANE



Léon Jean-Baptiste-Édouard  
élu à 93,9%

toire. « Sans les Régions aujourd’hui, ce sont des logements qui ne verrait pas le jour, des logements qui ne seraient pas réhabilités », souligne Charlotte Brun. Même chose pour l'accès à la culture et l'égalité territoriale.

En définitive, conclut l'élue d'Île-de-France, « la force de nos Régions est d'avoir su décliner nos principes en respectant les pays, les territoires et les histoires. Les Régions sont des outils fondamentaux du projet durable. Car contrairement à la droite, nous n'avons pas la vision de la Région tiroir-

caisse ». Aux élus territoriaux de montrer que les Régions protègent, soutiennent et sont les outils d'un futur projet de société. Les expériences, les innovations développées à cette échelle permettront, selon Charlotte Brun, de « définir un nouveau type de croissance, une croissance plus verte. Les Régions, essentielles pour le quotidien de nos concitoyens, doivent s'affirmer davantage encore comme des boucliers de solidarité, des boucliers sociaux dans notre programme ».

FC



## Atelier 3

# Les Régions actrices de proximité

**Les régions devraient-elles se substituer à l'État quand il se désengage ? Si la réponse est non, l'obligation de service public qui leur échoit les pousse de fait à prendre en charge la gestion des territoires, source d'égalité**

À près le succès de la votation citoyenne sur l'avenir de La Poste, les socialistes ont bien compris le fort attachement des Français aux services publics. Razzy Hammadi, secrétaire national du PS aux Services Publics, Pascale Gérard, conseillère régionale Provence-Alpes- Côte d'Azur, Pierre de Saintignon, vice-président de la Région Nord, et Jean Mallot, premier vice-président de la Région Auvergne, sont revenus sur la nécessité d'être au plus près de ces préoccupations citoyennes. « La question des services publics, dans l'action régionale est au cœur du clivage gauche-droite. Les services publics sont l'outil de l'égalité, de la solidarité et de la proximité. Depuis les transferts de compétences, les Régions sont devenues non seulement des administrations de gestion, mais également des services publics en elles-mêmes »,



insiste Jean Mallot, rapporteur de l'atelier. Or, dans le même temps, les Régions ont eu à subir un désengagement de l'État qui leur a transférés des compétences sans y joindre les moyens nécessaires. « On peut mentionner l'action sur les lycées, la gestion et l'animation du service des agents des lycées, qui ont été transférées aux Régions », rappelle Jean Mallot. Sans oublier les trains régionaux, qui permettent de mailler les territoires et de combler les disparités d'accès. Par ailleurs, souligne Jean Mallot, la Région est aussi « actrice indirecte du service public. Nous ne voulons pas tout prendre en charge, mais nous sommes amenés à agir. Je pense en particulier à l'accès aux services publics dans les zones rurales, les points visio public, l'accès à Internet à haut débit... ».

Des constats qui appellent les socialistes à s'engager : pour introduire une charte des services publics dans la Constitution, pour mettre en œuvre une convention des territoires qui permettrait de comparer et de mettre en valeur les réalisations des Régions socialistes à l'heure de la campagne, pour généraliser les contrats de transition professionnelle, et pour finalement aménager le territoire à la faveur de tous. Pour la prochaine mandature, les élus socialistes aspirent ainsi à transformer les Régions en « acteurs majeurs du service public directement sur le territoire, conclut l'élu auvergnat, pour assurer l'égalité des citoyens et pour impulser une renaissance du service public dans une France qui en a besoin ».



Les régions qu'on aime

## CONSEIL RÉGIONAL DE BOURGOGNE



Superficie : 31 600 km<sup>2</sup>

Départements : Côte d'Or (21), Nièvre (58), Saône-et-Loire (71), Yonne (89)

Population : 1 631 000 habitants

Densité : 52 hab./km<sup>2</sup>

### Budget 2009

774,90 millions d'euros

◆ Éducation, formation, apprentissage : 42%

◆ Transport et développement durable : 34,66%

◆ Développement économique et emploi : 7,38%

**Les régionales sont le prochain enjeu la vague rose de 2004 qui avait permis Une carte recolorée de rose. Comment Quelles ont été les grandes initiatives Nouvelles étapes dans ce tour des régions :**

# LE PARTI DES BOURGUIGNONS

**E**nvironnement, tourisme, jeunesse, la Bourgogne socialiste s'est emparée de ces questions délaissées par la droite historiquement présente dans la région. En six ans de présidence PS, les Bourguignon sont passés de zéro à une infinie de projets.

Une région s'est éveillée. Dès 2004, l'équipe de François Patriat a nourri de fortes ambitions pour une région classée au douzième rang en terme de revenu par habitant. « En 2004, la Région était exsangue, se rappelle François Patriat, président du Conseil régional et candidat à sa succession. Il n'y avait ni financement, ni investissement. » La Bourgogne votait traditionnellement à droite, à l'exception notable de la Nièvre, le département de François Mitterrand. « Le Conseil régional d'avant 2004 avait fixé l'une des plus faibles fiscalités de France. Résultat, la Région était la troisième pour sa faiblesse en terme d'investissements », explique Michel Neugnot, le vice-président en charge des finances. Jusqu'en 2004, la Bourgogne n'avait donc pas les moyens de mener de grands projets. « Elle n'avait même pas ceux de répondre à l'arrivée des personnels non-enseignants de l'Education nationale, décidée par Jean-Pierre Raffarin », poursuit Michel Neugnot. « Avec un budget de 833 millions nous pouvons désormais, faire de la Bourgogne une entité à la fois innovante et solidaire », souligne François Patriat, avec l'énergie d'un homme qui parcourt fréquemment en vélo la cinquantaine de kilomètres qui séparent le Conseil de son domicile.

# électoral du Parti socialiste. Il s'agit dès à présent de relancer d'emporter 20 des 22 régions françaises. ces régions ont-elles évolué en cinq ans de présidence socialiste ? sur ces territoires ? Que signifie avoir sa région à gauche ? la Bourgogne et la Basse-Normandie.

S'étendant entre l'Île-de-France et le Lyonnais, d'Auxerre à Mâcon, la Bourgogne est particulièrement vaste. Forte d'une tradition industrielle, elle se classe au cinquième rang en matière d'industrie, notamment grâce à son pôle nucléaire qui emploie 15 000 personnes et à la ville du Creusot en pointe sur les aciers spéciaux, l'énergie et les transports. Au plus fort de la crise, la région a perdu jusqu'à 1 000 emplois par mois. « Heureusement, le budget régional a permis de mettre sur pied un plan de soutien à l'économie dès la fin 2008 », se félicite François Patriat, également membre de la commission des Affaires Economique du Sénat. L'absence de vision pour la région avant 2004 a fait fuir les jeunes. « On en perdait 2 000 par an. Ils allaient suivre leurs études ailleurs et on ne les revoyait plus », relève Xavier Grizot, conseiller spécial du Président. La Région a donc investi dans l'enseignement supérieur en développant les sciences politiques et l'Ecole Supérieure de Commerce à Dijon, et en menant une politique d'innovation. « Avant 2003, nous avions un budget en .../...



## Education

### Lycéens chouchoutés

19

Rosette à la boutonnier et moustaches

à la Salvador Dali, Michel Neugnot est fier des chantiers réalisés en presque cinq ans. « Il y avait un retard considérable dans la rénovation des lycées. On y a remédié en portant le budget de 25 à 60 millions d'euros par an. L'investissement a même été multiplié par trois pour les équipements sportifs », détaille le vice-président en charge des finances. Les cantines scolaires n'ont pas été oubliées. « Nous avons rompu avec la volonté antérieure qui était de les transférer au privé », affirme-t-il, le sourire aux lèvres. Chaque année, la Région organise ainsi dans les lycées l'opération « Bien dans mon assiette » qui sensibilise les élèves et les agents de restauration au bio et aux produits régionaux. Le Conseil régional a également voulu réduire les disparités sociales en matière d'éducation en augmentant le nombre de bourses, et en s'impliquant dans le financement de 900 logements étudiants « Même si cela ne relève pas de notre compétence ! », rappelle l'élu. Les lycéens et les apprentis reçoivent également tous les ans un chèque de 100 euros pour avoir accès à la culture. La Bourgogne a mis en place des budgets participatifs au sein des lycées, pour que les élèves expriment leurs choix en matière de projets éducatifs, d'aménagement et d'équipements. « Ils font ainsi leur apprentissage de la vie démocratique. » conclut Michel Neugnot.

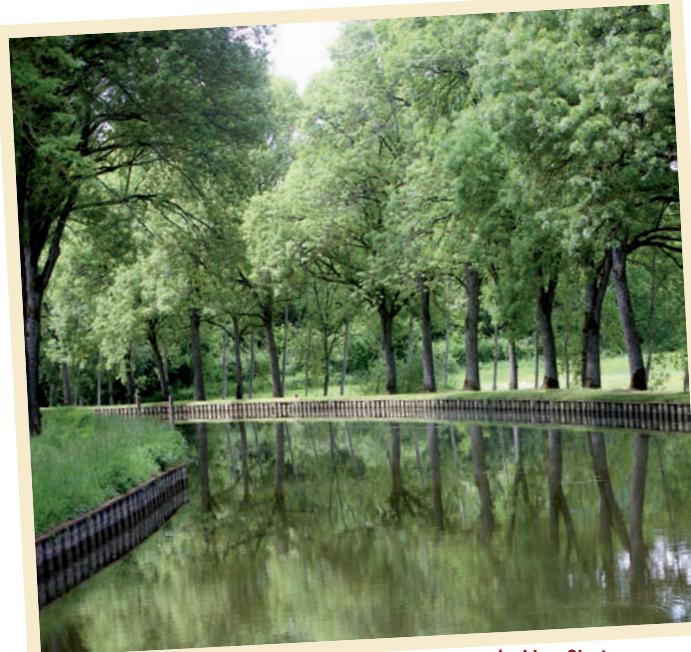


constante diminution. François Patriat a voulu doubler les crédits, qui atteignent désormais 36 millions d'euros », se réjouit Roger Musart, le conseiller chargé de l'Innovation. La région va récolter dans les trois prochains mois ce qu'elle a semé en inaugurant une pépinière d'entreprises de 25 000 m<sup>2</sup>. « Cela a

été plus long que prévu, mais le résultat dépasse nos espérances : les créations d'entreprises innovantes ont doublé », poursuit cet ancien ingénieur du CEA.

La nouvelle majorité a également investi dans les transports, qui avaient été laissés en déshérence : l'âge moyen des TER a été ramené de 35 à 12 ans. Désormais, il y a des TER toutes les heures, dans toutes les gares du territoire. La révision des tarifs a permis de rendre les trains régionaux plus abordables. Quinze millions de Bourguignons les empruntent aujourd'hui, soit une hausse de fréquentation de 36%.

Autre priorité du Conseil régional : l'environnement. En la matière les réalisations sont multiples pour cette région dont le caractère rural attire



original », explique Christian Paul, premier vice-président de la Région et député de la Nièvre. Au terme de deux ans de négociation, le Conseil régional a décidé de prendre en charge la réhabilitation des trois canaux qui traversent la Bourgogne. « Jusqu'ici c'était à l'état de les entretenir, mais il se désengage de plus en plus, dénonce Christian Paul, nous voulons rendre aux Bourguignons un élément important de leur patrimoine et mettre fin au chantage de l'État qui menaçait de mettre les canaux à sec ». L'extension du réseau de pistes cyclables est également prévu. « Cela peut constituer un loisir extrêmement populaire les week-end. » commente Christian Paul. Les canaux sont effectivement un atout pour le développement touristique de la région. « Nous voulons redonner à la Bourgogne son rôle de carrefour entre le Nord et le Sud de l'Europe. » Un point d'appui précieux pour les chambres d'hôtes, les camping et les gîtes de village.

## Tourisme

### La voie des canaux

« La Bourgogne compte près de 1 000 kilomètres de voies

navigables. C'est assez peu connu mais c'est pourtant assez

de nombreux touristes. La Bourgogne a mené une politique volontariste dans le domaine des logements à basse consommation d'énergie. « Le programme de construction porte sur 200 bâtiments, dont 900 logements. Un record ! », s'exclame Danièle Lamalle, énergique chargée des Politiques Territoriales auprès de

François Patriat. « Continuer les actions engagées dans le soutien à l'économie, la stratégie de développement, les investissements, l'aménagement du territoire ou encore la cohésion sociale. », tels sont les objectifs de François Patriat pour les six prochaines années. ■



l'attractivité de la région. Après avoir travaillé dix ans en Asie, il a pris la tête de cette institution à sa création fin 2005. « Nous conseillons les entreprises qui souhaitent s'implanter ou s'agrandir en Bourgogne. Notre intervention ne se limite pas à trouver un terrain bon marché, nous identifions aussi les possibilités de recrutement et de sous-traitance », explique ce jeune cadre qui parle couramment chinois. En 2008, 57 projets ont été concrétisés, représentant 2 500 emplois créés ou maintenus et plus de 400 millions d'euros d'activité. « Avec seulement dix personnes et un budget annuel de 1,3 million d'euros, c'est bien, explique Alexis Giloppe. Il faut dire que l'on partait de loin, car avant, il n'y avait aucune coordination entre la région et ses territoires. » La raison de cette réussite réside dans la réunion autour de Bourgogne Développement du Conseil régional des 4 Conseils généraux de la région, de leurs grandes agglomérations, des CCI, du Conseil économique et social de la région, etc. Désormais, la Bourgogne peut tirer parti de sa situation géographique comme sa proximité avec la Suisse et l'Allemagne.



François Patriat

## Environnement

### La Bourgogne dépasse Borloo

La politique en faveur de l'environnement s'est traduite par un Plan énergie/climat adopté en 2007

qui inclut la diminution des gaz à effet de serre en économisant la consommation d'énergie, le développement des énergies renouvelables comme le chauffage au bois et l'information de la population. Les crédits à l'environnement sont ainsi passés de 2 à 19 millions d'euros. « En matière d'environnement, le Conseil régional mène une politique exemplaire », résume le président du Conseil, François Patriat. Cette politique soutient l'agriculture biologique, la préservation du bocage et des abeilles. Mais, le plus grand motif de satisfaction est le rôle pionnier joué par la Région dans la construction de bâtiments à basses consommation d'énergie. Le programme mis en place porte sur 200 bâtiments (logements sociaux, administratifs...), qui abritent 900 logements. Au total, le programme comprend 110 000 m<sup>2</sup> de projet, 61 000 ont déjà réalisés. La Bourgogne concentre le tiers des mètres carrés construits en France pour économiser l'énergie. En complément, la Région a mis sur pied un prêt à taux zéro pour financer les travaux d'isolation (10 000 euros, remboursables en sept ans). Le dispositif connaît un succès supérieur au prêt Borloo, arrivé un an plus tard : la Région a enregistré 1 200 demandes en douze mois, contre 200 dossiers pour le prêt Borloo.

## Entreprendre

### Économiquement attractive

Savoyard d'origine et ayant travaillé pour l'Agence française pour les investissements internationaux, Alexis Giloppe est le directeur général de Bourgogne Développement, en charge de

CONSEIL RÉGIONAL  
BASSE-NORMANDIE

22

Superficie : 17 330 km<sup>2</sup>

Départements :

Calvados (14),

Manche (50),

Orne (61),

Population : 1 456 793 habitants

Densité : 82 hab/km<sup>2</sup>

## Budget 2009

685,16 millions d'euros

◆ Éducation, formation,  
apprentissage : 43,80%◆ Développement économique et  
emploi : 9,16%◆ Transport et développement  
durable : 18,24%

# BASSE NORMANDIE : UN GRAND BOL D'AIR

**I**ls étaient peu nombreux à miser sur une victoire de la gauche en Basse-Normandie, il y a six ans. Dans cette région dirigée depuis toujours par la droite, le PS et ses alliés avaient toujours été distancés dans les scrutins. Mais en 2004, la liste emmenée par Philippe Duron, aujourd'hui maire de Caen, crée la surprise et remporte la Région, aidée par une triangulaire avec la droite et le FN. « C'est vrai que nous ne nous attendions pas à gagner mais pour autant nous étions prêts à travailler tous ensemble » se rappelle avec quasiment six ans de recul Corinne Feret, vice-présidente du Conseil régional bas-normand. Et pour preuve, à quelques mois des élections de mars prochain, la gauche peut se targuer d'un très bon bilan.

« Nous n'avions cessé de comparer la Basse-Normandie à la belle endormie. Une région au passé glorieux mais qui, au fil des décennies, s'est laissé ratraper et distancer par d'autres territoires plus dynamiques » explique Laurent Beauvais, président du Conseil régional et candidat à sa propre succession. Exode de la jeunesse, industries en phase de délocalisation, grands projets d'infrastructures en berne, la droite s'était laissé bercer par la douce musique du pouvoir qu'elle pensait sien pour toujours. Face à ce constat, une solution s'imposait : mettre la jeunesse au cœur du projet des socialistes. « Ce fut véritablement notre fil rouge tout au long de la campagne et de notre mandat. Il fallait absolument ouvrir la région dans tous



les sens du terme. » Recherche, formation, culture, sports, tarifs ferroviaires avantageux, partenariats internationaux... Tout devait être fait pour apporter un grand bol d'air à ce territoire proche de la suffocation.

« Nous avons rempli notre premier objectif en freinant l'exode des jeunes. Il est triste pour une région de voir son avenir ainsi s'exiler. Il a donc fallu redonner de l'attractivité à notre territoire » note Laurent Beauvais. Pour cela, il était important de replacer la région dans environnement. Des partenariats ont été noués avec toutes les régions limitrophes, la Haute-Normandie la première. Le développement international a été enclenché grâce à des partenariats avec la Chine, le Canada, la Macédoine, Madagascar et la Norvège.

Cette ouverture est un des succès  
.../...

## Industrialisation

### Changer pour exister

« L'anticipation est la clé de la réussite d'un projet et sans faire de satisfecit gratuit, nous pouvons être fiers de ce que nous avons réussi à Flers avec Faurecia ». La création du Campus industriel d'innovations appliquées aux matériaux (CIRIAM) en périphérie de Flers dans l'Orne

est un modèle d'intervention du Conseil régional pour faire face aux mutations économiques.

Quand, en 2004, la firme d'accessoires pour automobile avoue se sentir à l'étroit dans ses trois antennes disséminées autour de Flers, la majorité de gauche nouvellement élue sent poindre le risque d'une délocalisation du plus gros employeur du territoire. La décision est donc prise de participer à la création d'un pôle de recherche et de production reconnu au niveau mondial en partenariat avec l'équipementier, le Conseil général et l'agglomération. « Un joli pied de nez à l'heure où le gouvernement tente de nous faire croire que les différentes strates politiques ne peuvent pas être efficaces sur un même projet » affirme Laurent Beauvais, président de Région.

Les seize millions d'euros investis par le Conseil régional dans l'acquisition des terrains et la construction du laboratoire de recherche ne sont pas une subvention déguisée au secteur privé comme ses détracteurs ont aimé le faire croire. « Non seulement nous avons sauvé des emplois qui auraient disparu si nous n'avions pasagi plus de quatre ans avant la crise actuelle, mais en plus, nous avons créé un véritable outil d'aménagement du territoire et de formation de haut niveau qui profite à d'autres entreprises de la région. » Une réussite que s'est attribuée le président de la République en visite sur le Campus le 3 septembre. Une visite davantage marquée par le casting de figurants spécial petite taille déplacés pour Nicolas Sarkozy que par les projets du gouvernement en matière de politique industrielle. Il est vrai qu'avec « les miettes que le gouvernement a investies dans le projet, conclut Laurent Beauvais, il était compliqué d'en tirer bénéfice. »



## Les régions qu'on aime

que le président actuel partage avec Philippe Duron, qui a dirigé la Région jusqu'en 2008, date de sa victoire historique à la mairie de Caen. « Ce départ aux deux tiers du mandat d'une figure comme celle de Philippe aurait pu nous déstabiliser.

Mais nous avons tellement bien préparé cette transition que ça a été un atout pour nous, cela nous a remobilisés et a resoudé l'équipe pour la dernière ligne droite du mandat » analyse Corinne Feret. La droite, peu audible durant le mandat, n'a pas réussi à utiliser ce changement à la tête de l'exécutif pour se remobiliser. « C'est vrai qu'ils ont semblé abattus tout au long du mandat, lance Laurent Beauvais. Ils



24

© François Decaëns / Région Basse-Normandie

### Transports

#### Bras de fer sur le rail

Pas assez loin de Paris, mais pas assez proche non plus. Les Bas-Normands doivent composer avec cette localisation de l'entre-deux, pour ce qui est des transports ferroviaires. « Il faut autant de temps pour aller de Paris à Caen que de Paris à Dijon alors qu'il y a plus de 100 kilomètres de plus ! » constate Laurent Beauvais. Son combat pour le transport ferroviaire est « primordial », explique-t-il. « Depuis que nous avons récupéré la gestion des TER, nous avons assisté à une augmentation de 33 % du nombre de voyageurs ! ». À coup d'offres pour les jeunes et de réhabilitation de rames, le Conseil régional a réussi à faire aimer à nouveau ce moyen de transport pratique, abordable et écologique. Mais là encore, il faut faire face à l'immobilisme de l'État et de la SNCF qui se donnent la main. Alors face aux retards permanents et aux annulations fréquentes sur le réseau grandes lignes, la Région a décidé de jeter le gant du défi : « En décembre, j'ai annoncé que le Conseil régional suspendait ses subventions à la SNCF. Cela a eu le mérite de faire connaître au grand public les mauvaises conditions de transport des Bas-Normands. Reste maintenant au ministre des Transports, Dominique Bussereau, et à la SNCF de tenir leurs engagements... » Le Conseil régional a lui déjà mis un plan sur la table : 15 grands projets et plus de 400 millions d'euros d'investissements sur la période 2010-2015.

ont été choqués par cette défaite qui leur semblait impossible. » Pour preuve, ils ont régulièrement voté les propositions soumises par la majorité de gauche. « La seule véritable pierre d'achoppement entre nous a éclaté lors de la mise en place des emplois tremplins ». Pourtant la réussite est au rendez-vous puisque cette aide à la création d'emploi à destination des associations a déjà dépassé les objectifs fixés en début de mandat. Le mouvement associatif

adhéré. La Région partait en effet sur une base de 500 emplois, ils seront finalement 600 d'ici 2010. « Il est étrange de voir que les élus de droite qui votent contre chaque décision concernant ce dispositif sont les premiers à en faire la promotion dans leurs territoires » note Corinne Feret. « Notre grande fierté est d'avoir fait connaître le Conseil régional et ses actions aux citoyens, résume Corinne Feret, Je suis persuadée que les Basse-normands se sont habitués à

cette relation de proximité, et aux avantages qu'elle induit ». Malgré ces réalisations, de nombreux chantiers sont encore en cours. « Entre les Jeux équestres mondiaux qui se dérouleront ici, le 70<sup>e</sup> anniversaire du débarquement en Normandie et la fin des grands travaux engagés sur le Mont-Saint-Michel, l'année 2014 sera un point de repère pour beaucoup d'entre nous. » De quoi signer un deuxième bail avec la présidence socialiste.

**Damien Ranger**



**Loisirs**

## **@tous jeunes**

Les aides accordées à la location ou à l'achat de manuels scolaires pour les lycéens sont une mesure type d'un Conseil régional de gauche, la Basse-Normandie n'y échappe pas. Mais la Région ne s'est pas arrêtée là. Elle a sorti un sacré @tous pour les jeunes. La Carte @tous est réservée aux jeunes de 15 à 20 ans et permet de cumuler près de 100 euros de réduction sur les loisirs. Clubs sportifs, activités artistiques, spectacles, transports, cinémas, les choix ne manquent pas. Une nouvelle preuve de la priorité donnée aux politiques à destination des jeunes. « C'est très important pour nous de montrer que la Région ne travaille pas que sur des grands projets d'infrastructures mais aussi sur la vie quotidienne de ses concitoyens » explique Laurent Beauvais.

## LIVRES

**L'art d'un architecte**

**D**e Jean Nouvel, architecte mondialement connu, les Parisiens connaissent l'Institut du monde arabe, la Fondation Cartier, le Musée du Quai-Branly. Les Lyonnais ont leur Opéra rehaussé. À la Défense, viendra la Tour Phare, dont la crise retarde la construction. On attend avec impatience la salle du Philharmonique à La Villette.



En deux volumes, quelques textes précis et des photos donnent une idée de son œuvre singulière et imposante. Le choc est souvent radical, il y a de la matière, de la couleur, du métal, du béton, des jeux de formes auxquelles nous ne sommes pas habitués, mais l'insertion dans l'environnement naturel et urbain est toujours parfaite. Un pan de mur, un volume nous apparaissent dans leur beauté, comme un tableau ou une sculpture.

**J. G.**

*Jean Nouvel by Jean Nouvel*, Taschen, 2 volumes 30 x 38 cm, photos couleur, textes en anglais, français et allemand, sous coffret, 436 p. et 460 p., 150 euros

**L'amour en fuite**

C'est l'histoire d'une fuite dont le lecteur se demande parfois si elle a bien eu lieu. Une jeune femme a un mari, deux filles, un domicile, un travail, une place définie dans la société. Un statut. Mais un fait divers vient rompre cet équilibre. L'épouse part. Quelle sera la nouvelle vie de son mari, de leurs filles, sa vie ? Comment l'existence de chacun changera-t-elle ? Au fond, qui ne s'est jamais posé la question de sa vraie place dans la vie de ses proches ? Ce texte procède d'un monologue plus que de la mise en scène de personnages et d'événements. Il est peu localisé, rarement daté. Il exprime avant tout l'intériorité d'un personnage mais il n'est pas écrit à la première personne. Ce récit n'a pas retenu l'attention d'un éditeur en vue, cela ne lui enlève pas son intérêt, celui d'un premier écrit subjectif, intuitif et assez profond.

**J. G.**

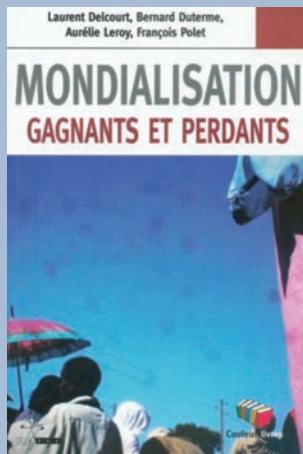
Pauline Fraisse, *Vol intérieur*, Les Promeneurs solitaires, 190 pages, 12 euros

**Une description au scalpel de la mondialisation**

« Crise alimentaire, énergétique, environnementale, financière... le modèle de développement dominant n'en finit pas de montrer ses limites. » Ce constat sans appel tiré par des sociologues belges est au cœur de *Mondialisation, gagnants et perdants*. Le dossier le plus intéressant de l'ouvrage revient sur les violences liées à l'envolée des prix alimentaires. Il analyse les causes de ces émeutes de la faim. Comment certains pays, autrefois auto-suffisants, se sont-ils retrouvés dans une telle dépendance ? Quelles sont les origines de l'insécurité alimentaire des pays du Sud ?

**O.V.**

Laurent Delcourt, Bernard Dutermé, François Polet, Aurélie Leroy, Mike Lewis, *Mondialisation, gagnants et perdants*, Centre Tricontinentale et Couleur Livres 168 pages, 15 euros.



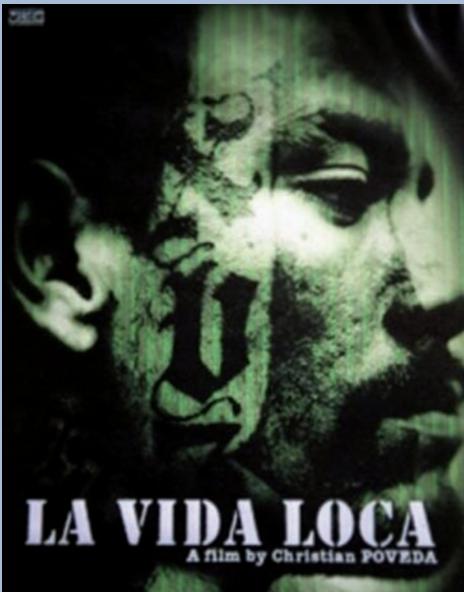
# DOCUMENTAIRE

## Impasse

Une jeune fille porte un enfant dans ses bras. Elle a le chiffre 18 tatoué sur le visage. Ce chiffre est sa déclaration d'appartenance et de soumission à son gang, sa mara comme on les appelle au Salvador, la mara 18. Elle est défigurée à jamais. Assassiné début septembre, le journaliste Christian Poveda a payé de sa vie ce documentaire au coeur de la vie des gangs salvadoriens. Une vie de violence. Une vie courte pour ces jeunes gens de l'après-guerre civile. Une vie rythmée par les coups de feu, les règlements de compte, un sanglant code de l'honneur, les enterrements, les cérémonies funèbres et les cris des mères déchirées.

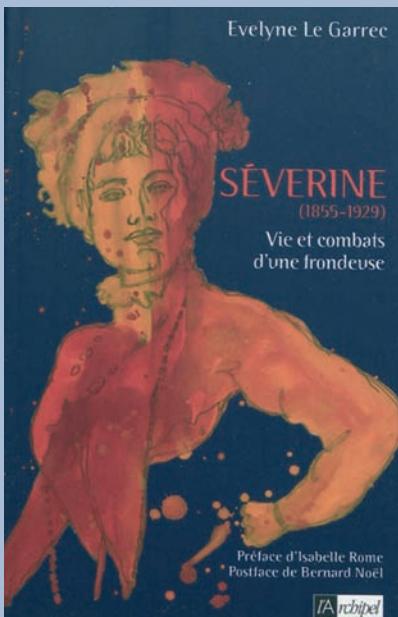
C.C.

*La Vida Loca*, Christian Poveda, sortie le 30 septembre, durée 1h30.



27

# EXPO



## Femme d'expression

Caroline Rémy, dite Séverine (Paris, 1855-Pierrefonds, 1929) fut la première femme journaliste de renom. Elle participa à la refondation du *Cri du Peuple* aux côtés de Jules Vallès dont elle fut secrétaire. Libertaire et féministe, Séverine fut de tous les combats pour la défense des femmes et des plus démunis. L'association Paroles de femmes en Picardie a choisi de revenir sur la vie de cette femme et sur son œuvre. L'association picarde est ainsi à l'initiative d'un ouvrage intitulé Séverine, vie et combats d'une frondeuse et d'une exposition de dessins et de peintures de Colette Deblé, artiste contemporain, au château de Pierrefonds jusqu'au 20 décembre.

Evelyne Le Garrec, *Séverine, vie et combats d'une frondeuse*, Editions de l'Archipel sept 2009, 19,95 euros.

Exposition au château de Pierrefonds du 19/09 au 20/12  
renseignements: [parolesdefemmesenpicardie@orange.fr](mailto:parolesdefemmesenpicardie@orange.fr)

**Pages réalisées par**  
**Chloé Costes, Jacques Goulet, Olivier Vilain**



# Un socialiste face à la crise

« Un idéal où l'ambition historique et collective l'emporte sur celle des personnes ». Voilà sa vision du socialisme. Fabrice Frichet commence à militer au PS après la débâcle de 1993. Une des défaites électorales les plus sanglantes de l'histoire contemporaine du Parti que l'étudiant analyse comme la preuve d'un manque de jeunes actifs et prometteurs, porteurs des valeurs socialistes sur le terrain. Seize années plus tard, c'est en élu, père de famille, qu'il parle avec fierté de son livre sorti quelques jours plus tôt et préfacé par Pierre Moscovici, « Un socialiste face à la crise ». Fabrice Frichet est ce qu'on pourrait appeler un jeune cadre dynamique. Né en 1976, issu d'un milieu modeste, des parents producteurs de lait à Uzelle, un petit village de 183 habitants dans le Doubs, il fait ses études à Besançon puis à Belfort où il obtient un BTS de comptabilité. Diplôme en poche, il travaille comme expert-comptable dans son département. Ce n'est qu'en 2001 qu'il prend finalement sa carte et qu'il accentue son combat politique. Fabrice Frichet témoigne alors de son attachement fort au milieu ouvrier dont il place les revendications idéologiques au cœur de son organisation politique. En 2008, il est élu au sein du Conseil municipal de l'Isle-sur-le-Doubs, ainsi qu'à la



**“ Un rêve : trouver des outils pour changer la vie ”**

Communauté de communes. « Une ville où plus de 52% des actifs sont ouvriers, précise-t-il, une des villes les plus pauvres de la région. Cette élection était un rêve ». Celui de trouver des outils pour changer la vie. Fabrice Frichet se considère toujours comme un militant de base bien qu'il soit depuis 2005 cadre fédéral du Parti, chargé notamment des questions de santé. La santé, l'une des inégalités les plus criantes entre les Français, comme l'observe chaque jour l'épouse de Fabrice, préparatrice en pharmacie.

Fabrice Frichet a une passion : le football. Il est ainsi devenu président d'un club de supporters sans pouvoir finalement honorer son mandat, le garçon étant un peu trop occupé... entre la mairie, la Communauté de communes et la fédération.

Son livre, c'est en somme une prise de conscience de la crise « aussi bien sociale qu'économique ». « On reproche souvent à l'opposition d'être négative, de ne pas remplir son rôle de promoteur d'idées et de ne pas se montrer constructive. Alors avec ce livre, conclut-il, l'engagement est pris : 50% d'opposition et 50% de proposition » 100% bénéfique.

**Ariane Vincent**

Fabrice Frichet, *Un socialiste face à la crise*, Edilivre.com, 206 pages, 16 euros